

L'ancrage territorial de l'apprentissage du métier d'agriculteur biologique. Retour sur deux modalités de formation au sein de l'espace social agrobiologique

Frédéric NICOLAS, LaSSP (IEP Toulouse), frederic.nicolas@sciencespo-toulouse.fr

Le papier que je vous présente aujourd'hui est tiré d'un travail de thèse en cours sur les modalités de professionnalisation des agriculteurs biologiques au Québec et en Midi-Pyrénées. L'objet de cette communication est plus précisément de comprendre comment le territoire — envisagé comme *cadre d'interactions*, mais surtout comme espace de luttes (politiques, économiques et symboliques) — est construit et mobilisé comme ressource par les agriculteurs biologiques au cours de leur professionnalisation. À ce titre, il me faut de manière brève et à titre liminaire définir ce que j'entends par « ressource » puisque de cette définition découle la démarche qui sera la mienne dans l'ensemble du papier. Je retiens la définition qu'en donne Emmanuel Pierru qui souligne que « *tout est susceptible d'être ou de devenir une "ressource" pour l'action dès lors que celle-ci est systématiquement rapportée aux structures et aux contextes dans lesquels une ressource fonctionne comme telle [...] la question [étant] de comprendre pourquoi une propriété sociale quelle qu'elle soit [...] peut devenir à un moment donné dans un contexte précis une ressource pour des agents et des groupes mobilisés* » (Pierru, 2010: 36). À cet égard, mon approche pour étudier la construction et la mobilisation du territoire comme ressource lors du processus de professionnalisation des agriculteurs biologiques est inspirée de Bernard Lahire qui souligne la nécessité de développer une approche contextualiste et dispositionnaliste des faits sociaux (Lahire, 2013: 109-111; Lahire, 2011 (2001): 77-116; Lahire, 2012: 139).

Ce papier prend pour origine le constat établi par Marcel Jollivet en 1974, constat selon lequel les territoires ruraux « *ont cessé d'être une réserve de paysans pour devenir une réserve d'espaces* » (Jollivet & Mendras, 1974: 230) que se (dé)partagent les agriculteurs, les chasseurs, les néo-ruraux, les citadins, les touristes, les amateurs de sport de plein air, l'industrie agroalimentaire, etc. Ces concurrences d'usage autour des territoires ruraux conduisent à se demander pourquoi et comment le territoire devient ou demeure une ressource au sein de l'espace social agricole à un moment où celui-ci connaît une crise de son modèle de reproduction en même temps qu'une crise

de son modèle de production — productiviste — amenant à l'émergence « d'alternatives ». Il est reconnu par l'ensemble des travaux de sociologie rurale que la reproduction au sein de l'espace social agricole et la socialisation au métier d'agriculteur se sont opérées historiquement selon deux modalités : à travers la prime socialisation familiale et la socialisation scolaire. Or, on sait depuis les travaux d'Henri Mendras, Jacques Rémy, Pierre Bourdieu et Patrick Champagne que ce modèle de reproduction est en crise, d'abord sous l'effet de la modernisation agricole, de laquelle a émergé un référentiel professionnel discriminant (Mendras, 1967; Rémy, 1990), puis sous l'effet d'une crise de la croyance en la nécessité de la reproduction de la part des paysans les moins ajustés à ce nouveau référentiel (Bourdieu, 2002; Champagne, 2002). Mais, bien qu'en crise, ce modèle de reproduction agit encore comme système de représentations et de classements au sein de l'espace social agricole. Ainsi, se revendiquer d'une *vocation agricole* et se voir accorder le statut d'« élu » au sein de cet espace social dépend encore largement des ressources professionnelles acquises dans des espaces d'interconnaissance relativement restreints — l'apprentissage dans un centre de formation agricole, effectué au plus proche de la famille, ne venant que transformer en capital reconnu par un diplôme les ressources professionnelles héritées et acquises au sein de l'exploitation familiale.

Dans cette mesure, il est nécessaire de souligner d'une part que persiste un fort taux d'endorecrutement au sein de la profession agricole (Hervieu & Purseigle, 2013: 158-159), et d'autre part que la professionnalisation des agriculteurs reste liée au caractère territorial des modalités d'apprentissage du métier (« sur le tas », « en faisant », etc.). Ainsi, la famille et le *groupe professionnel local* (Darré, Le Guen & Léméry, 1989) restent malgré la crise de la reproduction agricole les deux institutions par lesquelles s'opère la socialisation au métier d'agriculteur. À ce titre, les « naturels de l'espace » (agriculteurs s'installant dans un cadre familial) bénéficient vis-à-vis d'agriculteurs hors cadre familial (de famille non agricole ou de famille agricole n'appartenant pas au groupe professionnel local) d'un avantage comparatif que l'on pourrait qualifier après Jean-Noël Retière de « capital d'autochtonie » (Retière, 1994; Retière, 1991). En effet, la naissance dans une famille agricole ainsi que l'apprentissage du métier sur la ferme familiale, sanctionnés ou non par un diplôme scolaire, demeurent aujourd'hui un capital monétisé et donc monnayable au sein des groupes professionnels locaux, de l'espace professionnel agricole et plus généralement des territoires ruraux. Ces

caractéristiques participent encore du « *tri de soi pour sauvegarder une bonne image de soi (pour soi et pour les autres)* » (Retière, 1994: 226) au sein et vis-à-vis de la communauté de référence que constitue le groupe professionnel local.

Mais comme il a été souligné précédemment, le constat établi par Marcel Jollivet en 1974 pousse à se demander si le territoire peut être constitué en ressource au sein de l'espace social agricole en dehors des deux modalités isolées plus haut (naissance dans une famille agricole et socialisation au métier au sein de la famille ou du groupe professionnel local) ; cela revient à se demander si ce capital d'autochtonie est réellement spécifique aux agriculteurs installés dans le cadre familial ou si on peut en retrouver des traces, sous d'autres formes, chez des agriculteurs hors cadre familial. L'agriculture biologique fournit alors un cas d'étude intéressant du fait de l'origine sociale et géographique des agrobiologistes : en effet, l'agriculture biologique a été dès l'origine portée par des groupes d'agents dont l'ascendance agricole était faible (en ce sens que leurs parents et grands-parents n'étaient pas forcément agriculteurs) ; ces groupes d'agents – que l'on parle des pionniers reconnus comme figures tutélaires (Masanobu Fukuoka, Rudolf Steiner, Raoul Lemaire, etc.) ou de « simples » praticiens — étaient d'autre part caractérisés par une forte dotation en capital culturel, capital scolaire et dans une moindre mesure en capital économique — typiquement des enseignants, des travailleurs sociaux, des scientifiques, des artistes, etc.¹ — mais qui en revanche étaient faiblement dotés en capital d'autochtonie — citadins, étrangers, ou venant de zones rurales éloignées, etc. L'arrivée de ces populations s'opère dès la fin des années 60 et le début des années 70 à un moment où la crise de la reproduction agricole a pour effets une diminution substantielle de la population d'actifs agricoles, et des mouvements de population des zones rurales les moins ajustées à la doctrine « développementaliste » vers des bassins d'emploi situés en

¹ Les pionniers de l'agriculture biologique ont ainsi sensiblement le même profil que les participants au Forum Social Européen de Paris (2003), analysé par Boris Gobille : « Près de 42 % des actifs interrogés appartiennent aux cadres et professions intellectuelles supérieures (CPIS) et 44,1 % aux professions intermédiaires (PI). Les agriculteurs exploitants (0,4 % des actifs), ainsi que les artisans, commerçants et chefs d'entreprise (1,5 % des actifs) sont largement sous-représentés, comme le sont, plus significativement encore par rapport à l'ensemble de la population active française, les employés (8,4 % des actifs de l'échantillon) et les ouvriers (2,2 %), alors que ces deux dernières catégories représentaient 56,5 % de la population active en mars 2002 selon l'INSEE. Les catégories socio-professionnelles les plus représentées sont nettement les professions intermédiaires de la santé et du travail social (20,7 % des actifs interrogés), les professeurs et professions scientifiques (14 %), les professeurs des écoles, instituteurs et assimilés (9,8 %) ou encore les professions de l'information, des arts et du spectacle (11,4 %) » (Gobille Boris, « Les altermondialistes : des activistes transnationaux ? », in *Critique internationale*, n°27, pp. 135-136) .

zones périurbaines, urbaines, mais aussi parfois rurales-industrielles. On a pu assister, depuis ce moment-là et sur certains territoires, d'abord à des mouvements de désertification puis à des formes de gentrification rurale² (Phillips, 2005) dont il faut analyser les conséquences sur la définition des critères de professionnalité des agriculteurs³.

Entre capitalisation de l'autochtonie et gentrification rurale, l'émergence de nouveaux agents au sein de l'espace social agricole conduit donc à questionner les manières dont le territoire est constitué en ressource, notamment du point de vue de la formation de ces agents. C'est ce que j'essayerai de développer dans mon papier en m'intéressant à deux modalités d'apprentissage distinctes en agriculture biologique : l'apprentissage au sein d'un réseau d'entraide et de bénévolat international (World Wide Opportunities on Organic Farms) et celui effectué au sein d'une maison familiale rurale (que nous appellerons MFR de Goutens). Ma communication reposera sur des observations participantes et des entretiens « biographiques » que j'ai menés en Midi-Pyrénées⁴.

World Wide Opportunities on Organic Farms : l'international comme lieu de construction de l' « alternative » et comme stratégie de distinction

D'abord le fruit d'initiatives privées de la part de classes sociales dotées en capital culturel et dans une moindre mesure en capital économique (Besson, 2007),

² J'entends par gentrification le remplacement d'une population sur un territoire donné – souvent urbain – par une autre population, davantage dotée en capital culturel et en capital économique que la population « autochtone ». Cela a pour effet de modifier substantiellement la position de chacun sur les différents marchés, et conséquemment la structure des marchés elle-même. Dans le cas de la gentrification urbaine, l'arrivée de populations relativement dotées en capital culturel et en capital économique dans des quartiers peuplés par des populations moins dotées de ces capitaux (en Amérique du Nord dans les centre-ville, en Europe dans les faubourgs et quartiers périphériques) a pour principal effet de faire monter les prix de l'immobilier et d'exclure de fait les populations « autochtones ». Mais comme le montre Sylvie Tissot au sujet des quartiers du South End à Chicago et de la Goutte d'Or à Paris, ce n'est pas seulement le marché de l'immobilier qui se trouve affecté par l'arrivée de nouvelles populations, mais également l'ensemble des autres marchés – économiques mais aussi symboliques – et les systèmes de classement qui les fondent (Tissot, 2010a; Tissot, 2010b).

³ C'est par exemple dans cette perspective que Marc Perrenoud s'intéresse à la gentrification rurale pour saisir comment l'arrivée de populations dotées en capital culturel et en capital économique dans la région des Corbières affecte non seulement le marché de l'immobilier mais également le marché du travail. Il observe ainsi que les professions indépendantes (artisans du bâtiment, métiers d'art, métiers de bouche, etc.) font l'objet d'investissements concurrents et voient de cette manière leurs critères de professionnalité redéfinis ou réajustés.

⁴ Afin d'alléger la démonstration, mon terrain québécois ne sera pas mobilisé ici.

l'agriculture biologique s'est progressivement transformée en mouvement social de contestation du modèle agricole dominant (Harris, 2004; Hetherington, 2001; Peters, 1979), avant de s'institutionnaliser (Piriou, 2002) et peut-être de se conventionnaliser (Guthman, 2004; Hall & Mogyorody, 2001; Lockie & Halpin, 2005; Stassart & Jamart, 2009). Reconstituer la genèse d'une organisation telle que *WorldWide Opportunities on Organic Farms* (WWOOF) permet à cet égard de comprendre la manière dont l'agriculture biologique s'est développée durant les 40 à 50 dernières années, et conséquemment la manière dont le territoire a été construit et mobilisé comme ressource au cours des différentes phases de développement de l'agriculture biologique.

WWOOF a été fondée à Londres dans les années 70 par une infirmière qui souhaitait organiser pour des citadins des séjours de travail agricole dans des fermes en agriculture biologique : il s'agissait alors pour eux de *jouer le rôle* de manœuvre ou d'ouvrier agricole, en échange de quoi ils étaient nourris et logés par les (néo)agriculteurs qui les accueillaient. Il s'agissait pour les plus motivés des bénévoles d'apprendre les rudiments de l'agriculture biologique, ce qui, avec le développement de l'organisation à l'échelle internationale⁵ est devenue aujourd'hui la raison sociale de l'organisation. Toujours active aujourd'hui, l'organisation propose une formation qui ne fait l'objet d'aucune rémunération ni d'aucun échange marchand ; elle est très peu institutionnalisée, ne donne droit à aucun titre scolaire et n'a que peu de valeur sur le marché de l'emploi ; elle est une activité de découverte du métier dont la valeur est avant tout symbolique pour la plupart des bénévoles, qui à la manière des expatriés étudiés par Anne-Catherine Wagner, jouent du rapport dialectique entre ville et campagne, entre local et international pour construire en ressource leur mobilité géographique (Wagner, 2010). Ainsi, les séjours dans chaque ferme sont aujourd'hui encore relativement courts (en moyenne de 10 jours à 3 semaines) et l'objet d'un investissement plutôt limité pour les bénévoles les moins portés sur l'agriculture et les plus portés sur le voyage à peu de frais. Pour ce qui concerne les agents qui accueillent les bénévoles, on a à faire à une population de « non-naturels » de l'espace social agricole, fréquemment de nationalité étrangère

⁵ En 2007, WWOOF était présent sur les cinq continents à travers 38 organisations nationales et 51 organisations indépendantes, principalement dans les pays anglo-saxons (Royaume-Uni, Etats-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande). Le développement de WWOOF dans les pays non-anglophones d'Europe (France, Italie, etc.), d'Amérique du Sud et d'Afrique est plus récent.

(britanniques, néerlandais, allemands, etc.), fortement dotés en capital culturel et dans une moindre mesure en capital économique, et ayant exercé d'autres activités professionnelles avant de monter un projet de vie en milieu rural autour de l'agriculture. Une forte proportion de ces hôtes ne sont pas reconnus comme de « vrais professionnels », dans la mesure où ils ne sont que très peu ou pas du tout formés, qu'ils ne bénéficient que de peu ou pas du tout d'aides à l'installation, et que la place de l'agriculture biologique dans leur projet de vie est parfois minime. Les fermes qui accueillent des bénévoles se distinguent ainsi par leur caractère communautaire (dans la mouvance du « retour à la terre » : partage de lieux de vie et/ou de travail et/ou de divertissement) et/ou pluriactif (l'activité agricole est parfois très peu pourvoyeuse de revenus vis-à-vis d'autres sources de revenus telles que l'accueil à la ferme, la production d'énergies renouvelables, l'écoconstruction et l'exercice d'activités en libéral, telles que le conseil et l'expertise environnementale).

Pour ces hôtes les moins professionnalisés, la mission de formation des bénévoles est souvent mise de côté pour privilégier l'échange culturel avec un « public » jeune, international, majoritairement composé d'étudiants et de personnes en transition professionnelle, et dont le voyage dans un ou plusieurs pays étrangers — souvent loin de leur pays d'origine — constitue une actualisation par l'international du mouvement utopique de « retour à la terre »⁶. Ces hôtes développent une activité agricole envisagée comme style de vie, sur le modèle du *gentleman farmer* (pour les plus dotés en capital économique) ou du *homestead* (pour les plus dotés en capital culturel), c'est-à-dire tournée vers la reproduction d'une cellule familiale et/ou collective, dont les « objectifs » sont l'autoconsommation alimentaire (avec éventuellement une vente ou un échange des surplus) et l'entretien d'un capital social international dense (bénévoles passés sur leur ferme⁷, connaissances dans les pays dans lesquels ils ont voyagés ou vécus, parentèle dans leur pays d'origine, etc.), notamment à travers la perpétuation de pratiques culturelles caractéristiques de leur appartenance sociale, familiale et territoriale (lecture de la presse internationale, principalement

⁶ Les bénévoles et les agriculteurs biologiques sont dans ce cas sensiblement dotés des mêmes types de capitaux, la seule différence résidant dans l'âge moyen des deux populations : entre 20 et 30 ans pour les bénévoles, entre 40 et 60 pour les agriculteurs; les hôtes parlent ainsi souvent de « voyage par procuration » pour qualifier la visite de bénévoles sur leur ferme.

⁷ La plupart de ces hôtes tiennent un cahier, où les bénévoles laissent des messages à la fin de leur séjour, ainsi que des photos, des dessins, des anecdotes de leur séjour et leur adresse dans leur pays d'origine.

anglophone, participation à des cercles culturels ou à des associations d'expatriés, etc.). Dans un contexte de faible développement et de faible institutionnalisation de l'agriculture biologique (les années 60 et 70), ce type d'échange entre populations relativement homogènes s'effectue aux marges de *la* profession en référence à des territorialités peu familières aux agriculteurs (échanges internationaux). Comme on peut le voir dans les travaux d'Ivan Bruneau au sujet de la Confédération paysanne, la mobilisation de l' « international » comme ressource doit avant tout être saisie en ayant à l'esprit la position de ceux qui la mobilisent par rapport aux agents ou groupes d'agents dominants au sein de l'espace social de référence (Bruneau, 2004; Bruneau, 2006). Ainsi, la volonté de réforme de l'agriculture des premiers agriculteurs biologiques ne s'enracine pas dans les espaces sociaux et géographiques de référence des agriculteurs : elle est davantage le produit de systèmes de dispositions qui tendent à faire du cosmopolitisme une valeur distinctive des classes sociales ainsi engagées dans l' « alternative », pareil en cela aux « *hérauts les plus visibles de la solidarité transnationale [qui] sont souvent dans une situation éloignée de certains de ceux dont ils entendent défendre la cause* » (Siméant, 2010: 134). C'est même très précisément cette distance géographique et sociale et l'utilisation ostentatoire qui en est faite qui créent la valeur distinctive de ces pratiques agricoles alternatives, au moins dans leur phase de préinstitutionnalisation.

En revanche, *pour les hôtes qui s'engagent dans la voie de la professionnalisation*, c'est-à-dire ceux dont les objectifs de pluriactivité et/ou de diversification de la production sont mis à l'épreuve de la rentabilité, l'accueil de bénévoles se montre de plus en plus problématique, notamment du point de vue de leur formation. Si en effet l'accueil de bénévoles permet à ces agriculteurs ne disposant pas de réseaux de sociabilité locaux et d'une entraide familiale d'obtenir une main d'œuvre ponctuelle et quasiment gratuite pour des tâches répétitives et faiblement spécialisées (désherbage, cueillette, etc.), ces agriculteurs font assez vite le constat de l'impossibilité de proposer une formation à des bénévoles qui ne s'engagent pas sur l'exploitation dans la durée. Ces hôtes se trouvent souvent en situation de désaffiliation vis-à-vis de l'organisation, qui proposerait avant tout une forme de tourisme peu onéreux et ludique aux bénévoles. Les plus professionnalisés des hôtes optent alors pour un nombre de bénévoles moindre, mais sur de plus longues périodes, permettant en cela aux bénévoles qui le souhaitent d'acquérir une « vraie » formation, et d'assurer à

terme des responsabilités sur l'exploitation. Ils optent également – et cela a été de plus en plus le cas ces dernières années – pour une sortie de l'organisation et pour une mobilisation des réseaux accumulés grâce à elle⁸ (1) ; ils s'insèrent également dans des groupes professionnels locaux⁹ pour accueillir des stagiaires sur des périodes longues, stagiaires qui eux-mêmes sont sur des trajectoires de professionnalisation reconnues par *la profession* (2), c'est-à-dire débouchant sur un titre scolaire ou sur un droit à postuler aux aides à l'installation.

La MFR de Goutens (Midi-Pyrénées) : apprendre à comprendre les conditions de possibilité locales de l'exercice du métier d'agriculteur

Parmi les trajectoires de professionnalisation possible en agriculture biologique a ainsi émergé ces dernières années un ensemble de formations donnant le choix aux apprentis agriculteurs de comparer les systèmes de production (les comparaisons entre bio et conventionnel sont les plus fréquentes) ou de se spécialiser dans les systèmes de production biologique. Bien que les initiatives privées soient encore nombreuses en matière de formation à l'agriculture biologique, celle-ci aurait tendance à s'institutionnaliser, à travers notamment la création d'un réseau national de formation à l'agriculture biologique – Formabio – dont la mission est de coordonner l'ensemble des initiatives de formation (initiale, continue et en alternance ; publique et privée), mais également à travers l'implication des services déconcentrés de l'État (DRAAF et son service SRFD). De la même manière, un centre de ressources et une licence professionnelle (ABCD Agriculture Biologique Conseil et Développement) visant à former les acteurs du développement de l'agriculture biologique (principalement des conseillers techniques) ont été créés à l'école d'agronomie Vétagrosup de Clermont-Ferrand. Enfin, le réseau des chambres d'agriculture tient un salon technique – Tech'n'Bio (années impaires à Bourg-les-Valence, Drôme) — ainsi que des salons techniques par filière – Tech'N'Bio viticulture, Tech'N'Bio Maraîchage, etc. (années paires) — tous les deux ans.

⁸ Les bénévoles « habitués » qui reviennent chaque année et pour lesquels il ne faut pas recommencer la formation à zéro à chaque fois.

⁹ Collaboration avec des lycées agricoles, des écoles d'agronomie, des instituts de développement, etc.

Parmi l'ensemble de ces initiatives, la MFR de Goutens fait partie des établissements qui, en Midi-Pyrénées, proposent une formation de niveau IV (Baccalauréat) à l'agriculture biologique. Il s'agit d'un BPREA (Brevet Professionnel Responsable d'Exploitation Agricole) en maraîchage biologique qui vise à former des personnes souhaitant s'installer comme exploitant agricole autour d'un projet en maraîchage biologique. La construction et l'administration de cette formation en agriculture biologique reposent sur des réseaux d'interconnaissance locaux (Association Nature et Progrès du Tarn, Groupement d'agriculture biologique – GAB – de Midi-Pyrénées, Association pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural – ADEAR –, puis plus récemment avec le réseau des chambres d'agriculture et la communauté de communes Tarn et Dadou) davantage que sur le réseau national des maisons familiales rurales¹⁰. Le projet de couveuses dont la responsable de la formation a la charge est également administré par les acteurs publics et du développement agricole locaux : il permet aux impétrants de « *tester leur activité* » en reportant la charge des investissements lourds (foncier, machinerie, etc.) sur la couveuse, tout en leur faisant découvrir l'univers institutionnel de la profession au niveau local :

« Dans l'association de la couveuse, il y a des représentants des collectivités, c'est-à-dire la communauté de communes... donc au CA, il y a cinq représentants de la communauté de communes, trois représentants des partenaires principaux — on pourrait dire les partenaires historiques du projet qui sont la chambre d'agriculture, l'Adéar et la MFR — et ensuite il y a un autre collègue qui sont les associations du territoire en lien avec l'agriculture ou le développement local – donc là, par exemple, il y a Nature et Progrès, GAB81, l'association des AMAP, et puis ensuite ça reste ouvert à d'autres structures.

Donc, ce sont les mêmes partenaires que vous avez à la MFR je suppose ?

Oui. Mais là, l'idée aussi, c'est que pendant qu'ils testent leur activité, ils soient en contact avec les personnes qui sont leurs interlocuteurs à l'avenir...

...C'est pas seulement un apprentissage technique, c'est aussi un apprentissage de la vie dans le métier ?

Oui.

¹⁰ « Le mouvement MFR ne s'est jamais intéressé à l'agriculture biologique... il y a eu très peu d'initiatives sur la bio en MFR... donc nous, on a longtemps été un centre atypique [...] Par exemple, depuis qu'il est obligatoire que toutes les formations agricoles contiennent une présentation concernant la bio, on a été sollicité par le public pour former les enseignants, à l'ENFA [Ecole Nationale de Formation Agronomique], mais on n'a pas été sollicité par l'union nationale pour former les formateurs de MFR... on a fait des propositions pendant plusieurs années, et enfin cette année elles ont été acceptées et inscrites au programme – il y a un programme interne de perfectionnement des formateurs en MFR... pour la première année, la session a enfin été marquée au programme, et elle vient d'être annulée il y a une semaine, faute d'inscrits donc voilà... malheureusement non, le mouvement MFR n'a jamais soutenu l'agriculture bio » (Extrait d'entretien avec la responsable du BPREA Maraîchage biologique à la MFR de Goutens, Midi-Pyrénées).

Et du coup, vous avez recruté parmi les gens qui sont ici je suppose ?

Alors voilà, parmi les gens qui sont ici, parmi les gens qui contactent la chambre d'agriculture ou qui contactent l'Adéar (selon leur sympathie politique)... oui oui, et puis moi je souhaite que ce soit mélangé et qu'il n'y ait pas que des gens qui sortent d'ici... c'est bien aussi qu'ils s'éclaircissent d'autres regards et d'autres parcours que celui-ci... »¹¹.

De fait, le public de la formation est encore rarement d'ascendance agricole¹² même si l'expérience demandée consiste en 3 années d'activité professionnelle quelconque ou en une année d'activité agricole. Comme le souligne la responsable de la formation,

« La grosse majorité n'a pas ou peu d'expérience dans le monde agricole. Depuis quelques années, l'expérience que l'on voit, c'est du wwoofing, donc des stages bénévoles à l'étranger, si bien que parfois c'est un regard sur l'agriculture qui est quand même assez faussé [...] Quelquefois, on a eu des gens qui ont une formation ou un bagage agricole... on en a un ou deux dans le groupe et c'est bien qu'on en est parce qu'ils donnent un ancrage à une réalité que les stagiaires ne connaissent pas et qu'ils n'ont pas forcément envie de voir, parce qu'ils viennent avec du rêve dans la tête, et l'idée de la formation c'est de confronter un petit peu ce rêve ou cette idée floue avec une réalité pour construire un projet cohérent et adapté à eux »¹³.

À cet égard, la formation vise non seulement à acquérir des bases techniques (800 heures de cours théoriques et pratiques en centre ou lors de visites d'exploitations, partiellement assurés par des agriculteurs¹⁴) pour un public majoritairement en reconversion professionnelle (« *Ils n'ont aucune base agricole ou en agronomie donc on commence au même niveau pour tout le monde* »), mais également et de manière prioritaire à familiariser les futurs exploitants à leur groupe professionnel local.

¹¹ Extrait d'entretien avec la responsable du BPREA Maraîchage biologique à la MFR de Goutens, Midi-Pyrénées.

¹² « *Ce sont surtout des gens qui viennent de secteurs professionnels très très divers et variés... on a... Il y a quelques constantes de gens qui arrivent soit du milieu social, des éduc, soit de la cuisine aussi et de la restauration et qui veulent produire et transformer eux-mêmes, et chaque année aussi quelques ingénieurs informaticiens... et après le reste, c'est très très très varié, ça va de l'enseignement, cordonnier, plombier, stewards, hôtesse de l'air une année... toutes sortes de métiers quoi... c'est très variable, et donc des gens qui ont un parcours professionnel dans un domaine donné et qui ont envie de changer de cap* » (Extrait d'entretien avec la responsable du BPREA Maraîchage biologique à la MFR de Goutens, Midi-Pyrénées).

¹³ Extrait d'entretien avec la responsable du BPREA Maraîchage biologique à la MFR de Goutens, Midi-Pyrénées.

¹⁴ « *On a des agriculteurs qui interviennent sur les aspects du machinisme et équipement ; on a eu et puis ça dépend des années des agriculteurs qui intervenaient sur le projet [d'installation], mais moins ; sur la production de plans maraîchers, là c'est une agricultrice cette année qui le fait ; et après sur des travaux pratiques qu'on organise chez eux, pour monter des serres par exemple, chaque année ont fait un atelier montage de serres [...] Et puis les agriculteurs sont dans les jurys, il participe aux euros si, les oraux de projets, les oraux de stage* » (Extrait d'entretien avec la responsable du BPREA Maraîchage biologique à la MFR de Goutens, Midi-Pyrénées).

Ainsi, les stages (environ 500 heures) sont effectués au sein de la même exploitation tout au long de l'année, et les futurs exploitants sont encouragés à choisir des maîtres de stage dont les systèmes de production ressemblent à ce qu'ils veulent faire dès qu'ils s'installeront. Le rôle de la formation est selon sa responsable de mettre en place un tuilage entre les impétrants et des exploitants en place et le groupe professionnel local. En plus de permettre aux futurs exploitants de postuler aux aides à l'installation¹⁵ et d'acquérir une base technique nécessaire à la conduite de leur exploitation, la formation a pour rôle principal d'enclencher des processus de socialisation au métier à l'échelle locale :

L'idée pour nous de ce stage, c'est que d'une part il découvre le milieu agricole et que surtout ils se créent des repères, par ce qu'ils n'ont aucun repère quand ils arrivent la plupart dans l'agriculture, dans le maraîchage bio... Qu'ils se créent des repères et que ses repères leur permettent de construire leur projet, et ça veut dire qu'il faut du temps pour comprendre [...] la cohérence d'un système d'exploitation, et donc comprendre... et donc avoir une approche systémique pour comprendre ce qui fait la cohérence de tout ça, les liens qu'il y a entre le contexte, les décisions qui sont prises, les finalités de l'agriculteur, etc. et ça, il faut du temps, et puis aussi il faut que s'installe une petite confiance quand même parce qu'ils posent plein de questions à l'agriculteur et c'est assez intrusif. Donc, il faut le temps que s'installe un échange entre eux et puis qu'ils comprennent le pourquoi des choix. Souvent, je leur dis c'est important d'apprendre à faire, de voir quels choix sont faits et de comprendre le pourquoi de ces choix, et ça ça se fait pas en restant une semaine par ci une semaine par là. Voilà, et puis aussi, il faut qu'ils le vivent dans leur corps parce qu'une majorité n'a jamais travaillé dans l'agriculture, et c'est important aussi qu'ils se testent là-dessus pour voir si ça leur plaît, ou s'ils finissent carrément kaputt au bout de trois semaines... C'est pour ça qu'on a mis des périodes à trois semaines, et ça ça a été à la demande des stagiaires, au printemps pendant le coup de feu pour qu'ils se testent aussi sur cette période-là »¹⁶.

La MFR de Goutens, à travers sa formation en maraîchage biologique, joue à la manière d'autres institutions de l'encadrement agricole émergeant en agriculture biologique (GAB, CIVAM, etc.) le rôle d'intermédiaire entre des agents dépourvus de repères au sein de l'espace social agricole et une culture professionnelle construite et/ou en partie retraduite au sein des groupes professionnels locaux – cela malgré l'émergence récente d'une agriculture largement déterritorialisée, notamment de firme. Il en résulte que l'incorporation de cette culture professionnelle ne peut se réaliser qu'à travers un investissement personnel en temps de la part des impétrants, comme nous avons pu le montrer par ailleurs (Nicolas, 2012).

¹⁵ Selon la plaquette sur les aides à l'installation du ministère de l'agriculture, il faut pour postuler à une aide à l'installation « être titulaire d'un diplôme au moins égal au bac professionnel option « conduite et gestion de l'exploitation agricole » ou au brevet de technicien agricole (BTA) ou s'engager à l'acquérir dans le délai de 3 ans par la procédure d'acquisition progressive de capacité professionnelle » (Source : <http://agriculture.gouv.fr/installation>, consulté le 13 mai 2013).

¹⁶ Extrait d'entretien avec la responsable du BPREA Maraîchage biologique à la MFR de Goutens, Midi-Pyrénées.

Conclusion

Dans ce papier, j'ai cherché à comprendre les conditions de possibilité de la construction du territoire en ressource pour des agriculteurs biologiques en cours de professionnalisation. C'est dans cette perspective que je suis d'abord revenu sur les premiers temps du développement de l'agriculture biologique, caractérisé par des projets de retour à la terre – dont l'agriculture biologique ne constituait qu'une modalité parmi d'autres – pour satisfaire à la reproduction d'unités domestiques familiales ou communautaires. Le rapport distancié au territoire (projet de vie autarcique ou d'autosubsistance) qui caractérise ces premiers installés en agriculture biologique participe d'une stratégie de distinction vis-à-vis de l'agriculture conventionnelle – envisagée comme un tout uniforme, les « chimiques », les « conventionnels », les « pollueurs », etc. – et des modalités de professionnalisation qui sont consubstantielles à ce type d'agriculture (agriculture familiale à fort taux d'endorecrutement, socialisation au métier au sein de la cellule familiale ou du groupe professionnel local, parfois sanctionnée d'un diplôme de l'enseignement agricole). À ce titre, l'entretien d'un capital social international (ou cosmopolite) – dont la participation au réseau WWOOF est une modalité – résulte pour les agriculteurs les moins professionnalisés (c'est-à-dire une grande partie des pionniers de l'agriculture biologique) du constat de l'impossibilité de construire une alternative en référence à la territorialité du modèle agricole dominant. De la même manière que les Jeunes Agriculteurs (JA) souhaitaient se départir des formes les plus oppressantes d'agriculture familiale en comparant les modes de vie paysans traditionnels (paternalisme, espaces domestique et professionnel confondus, économie de subsistance, etc.) au mode de vie citadin (disposant de ses week-end, pouvant prendre des vacances, dégageant un revenu suffisant pour avoir des loisirs, etc.), les premiers agriculteurs biologiques construisent leur critique de l'agriculture conventionnelle en référence à des espaces de sociabilité et donc à des territorialités dont ils sont familiers (en même temps qu'en opposition à d'autres espaces de sociabilité et d'autres territorialités qui ne permettent aucunement l'émergence d'une critique et donc d'une alternative). Les projets d'installation en agriculture biologique dans les années 70 et 80 faisaient en effet au niveau local l'objet de systèmes de classements discriminants les renvoyant tantôt au pôle amateur de la profession – les « jardiniers » — tantôt au caractère utopiste – les « néo-ruraux » – et marginal – les « babs des collines » – du mouvement de retour à la terre. Ils étaient freinés de diverses manières, au niveau local d'abord – parfois par des intimidations – puis ensuite d'un point de vue institutionnel – difficulté de l'accès au foncier, projet de formation freiné (comme cela a été le cas au départ pour la formation de la MFR de Goutens¹⁷), etc. La

¹⁷ « Vous étiez une des premières formations ? ; Oui, et puis ça n'a pas été très bien reçu...c'était assez courageux dans les années 80 parce que le centre, en faisant ce choix-là et en l'affirmant – puisqu'il a pris la décision que s'il le faisait il le disait, il communiquait dessus (ça aurait pu être un autre choix, ils ont fait celui-ci, et je pense que c'est pas mal) – la chambre d'agriculture a mis des freins sur des autorisations d'ouverture de formation... on a eu des retours qui n'étaient pas très encourageant au départ et c'était assez courageux pour l'époque de dire « tant pis, même si il y a des antipathies qui se révèlent de la part de gens qui ont du pouvoir sur le développement de nos formations »... ils ont quand même tenus... ; ... et du coup, maintenant, la chambre d'agriculture est assez favorable ? ; Oui maintenant elle l'est... maintenant, même quelqu'un qui arrive avec un projet en bio, c'est pas pénalisant...il y a 10 ans, ce n'était pas trop le cas, d'arriver à la chambre d'agriculture avec un projet en bio...il y en a plusieurs qui à la fin ne le disait pas quoi... alors que là, au contraire, c'est pas pénalisant et puis les débouchés sont là en plus, les techniciens ont pu voir des maraîchers qui tiennent la route

mise en place d'une conditionnalité de diplôme pour bénéficier des aides à l'installation et la reconnaissance progressive de l'agriculture biologique comme modèle de production potentiellement viable a progressivement conduit des candidats à l'installation fortement dotés en capitaux scolaire et culturel vers les espaces de formation dont la mission socialisatrice ou professionnalisante consiste à familiariser les impétrants aux conditions de possibilité d'exercice du métier d'agriculteur au niveau local (comme j'ai essayé de le démontrer dans la seconde partie du papier).

Bibliographie

- Besson Yvan, « Histoire de l'agriculture biologique: une introduction aux fondateurs, Sir Albert Howard, Rudolf Steiner, le couple Müller et Hans Peter Rusch, Masanobu Fukuoka », Sous la direction de Thèse soutenue, 2007.
- Bourdieu Pierre, *Le bal des célibataires. Crise de la société paysanne en Béarn*, Paris, Points, 2002.
- Bruneau Ivan, « La confédération paysanne et le « mouvement altermondialisation ». L'international comme enjeu syndical », *Politix*, vol. 17, no. 68, 2004, pp. 111-134.
- Bruneau Ivan, « La Confédération paysanne: s'engager à « juste » distance », Sous la direction de Bernard Pudal, Thèse soutenue à Université Paris X Nanterre, 2006.
- Champagne Patrick, *L'héritage refusé. La crise de la reproduction sociale de la paysannerie (1950-2000)*, Paris, Seuil, 2002.
- Darré Jean-Pierre, Le Guen Roger & Léméry Bruno, « Changement technique et structure professionnelle locale en agriculture », *Économie rurale. Revue française d'économie et de sociologie*, vol., no. 192-193, 1989, pp. 115-122.
- Guthman Julie, « The trouble with "organic life" in California: a rejoinder to the conventionnalisation "debate" », *Sociologia Ruralis*, vol. 44, no. 3, 2004, pp. 301-316.
- Hall Alan & Mogyorody Veronika, « Organic farmers in Ontario: an examination of the conventionnalization argument », *Sociologia Ruralis*, vol. 41, no. 4, 2001, pp. 399-422.
- Harris Christopher R., « From movement to industry : a history of organic food and farming in the twentieth-century United States », Sous la direction de Thèse soutenue à Portland State University, 2004.
- Hervieu Bertrand & Purseigle François, *Sociologie des mondes agricoles*, Paris, Armand Colin, 2013.
- Hetherington Craig, « Cultivating utopia: projects and practices of Nova Scotia's organic farming movement », Sous la direction de Thèse soutenue à Dalhousie University, 2001.
- Jollivet Marcel & Mendras Henri, eds. *Les collectivités rurales françaises. Tome 2: Sociétés paysannes ou lutte de classes au village ? Problèmes méthodologiques et théoriques de l'étude locale en sociologie rurale*, Paris: Armand Colin, 1974.
- Lahire Bernard, *Dans les plis singuliers du social. Individus, institutions, socialisations*, Paris, La Découverte, 2013.
- Lahire Bernard, *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Armand Colin, 2011 (2001).
- Lahire Bernard, *Monde pluriel. Penser l'unité des sciences sociales*, Paris, Seuil, 2012.
- Lockie S. & Halpin D., « The "conventionnalisation" thesis reconsidered : structural and ideological transformation of Australian organic agriculture », *Sociologia Ruralis*, vol. 45, no. 4, 2005, pp. 284-307.
- Mendras Henri, *La fin des paysans*, Paris, Sedes, 1967.
- Nicolas Frédéric, « L'enracinement, ou l'incorporation d'un ordre des choses agricole. Chroniques ethnographiques d'installations en agriculture biologique », communication au colloque *Bourdieu et le travail*, Paris, CNRS Centre Pouchet, 13-14 décembre 2012.
- Peters Suzanne, « The land in trust: a social history of the organic farming movement », Sous la direction de Thèse soutenue à McGill University, 1979.
- Phillips M., « Differential productions of rural gentrification: illustrations from North and South Norfolk », *Geoforum*, vol., no. 36, 2005, pp. 477-494.

aussi, et il commence à dire que oui c'est possible... donc là maintenant oui, la bio est reconnue comme une filière parmi d'autres... » (Extrait d'entretien avec la responsable du BPREA Maraîchage biologique à la MFR de Goutens, Midi-Pyrénées).

- Pierru Emmanuel, « Organisations et ressources », In *Penser les mouvements sociaux*, édité par Olivier Fillieule, Eric Agrikolianski et Isabelle Sommier, Paris, La Découverte, 2010, pp. 19-38.
- Piriou Solenne, « L'institutionnalisation de l'agriculture biologique (1980-2000) », Sous la direction de Christian Mouchet, Thèse soutenue à École Nationale Supérieure d'Agronomie de Rennes, 2002.
- Rémy Jacques, « Qui est agriculteur ? », In *Les agriculteurs et la politique*, édité par Pierre Coulomb, Hélène Delorme, Bertrand Hervieu, Marcel Jollivet et Philippe Lacombe, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990, pp. 257-265.
- Retière Jean-Noël, *Identités ouvrières. Histoire d'un fief ouvrier en Bretagne, 1909-1990*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- Retière Jean-Noël, « La sociabilité communautaire, sanctuaire de l'Identité communiste à Lanester », *Politix*, vol., no. 13, 1991, pp. 87-93.
- Siméant Johanna, « La transnationalisation de l'action collective », In *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, édité par Olivier Fillieule, Éric Agrikolianski et Isabelle Sommier, Paris, La Découverte, 2010, pp. 121-144.
- Stassart P.M. & Jamart D., « Agriculture biologique et verrouillage des systèmes de connaissances. Conventionalisation des filières agroalimentaires bio », *Innovations agronomiques*, vol. 4, 2009, pp. 313-328.
- Tissot Sylvie, « Naissance d'un quartier « historique » : patrimonialisation architecturale et luttes politiques dans le South End de Boston (1965-1995) », *Sociétés contemporaines*, vol., no. 80, 2010a, pp. 5-27.
- Tissot Sylvie, « [Note de recherche] De l'usage de la notion de capital d'autochtonie dans l'étude des catégories supérieures », *Regards sociologiques*, vol., no. 40, 2010b, pp. 99-109.
- Wagner Anne-Catherine, « Le jeu de la mobilité et de l'autochtonie au sein des classes supérieures », *Regards sociologiques*, vol., no. 40, 2010, pp. 89-98.